

Chevron Proposition 2009 - Critères de sélection de pays

ATTENDU QUE:

À la suite de la répression par les militaires birmanes des populations qui manifestaient pacifiquement en septembre 2007, des restrictions imposées à l'entrée en Birmanie de l'aide humanitaire après le cyclone Nargis, et de l'imposition récente de lourdes sentences d'emprisonnement à des activistes pro-démocratie, Chevron a dû faire face à un niveau accru de critiques de la part des gouvernements, à une publicité négative et à un boycott de consommateurs relativement à son investissement en Birmanie;

Le gouvernement américain a, à trois reprises, imposé des sanctions économiques à la Birmanie, y compris une interdiction en 1997 de procéder à de nouveaux investissements, un embargo sur les importations en 2003 et des restrictions additionnelles aux importations en 2008;

La lauréate du Prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi, dirigeante de la Ligue Nationale pour la Démocratie, laquelle a gagné plus de 80% des sièges dans les élections birmanes de 1990, a régulièrement lancé un appel en faveur de sanctions économiques contre la Birmanie. Elle a affirmé que les corporations en Birmanie «créent des emplois pour quelques personnes, mais elles ont surtout comme effet d'enrichir une élite déjà riche, et augmenter sa cupidité et son désir marqué de s'accrocher au pouvoir... ces compagnies nuisent au plus haut point au processus démocratique»;

Chevron, en partenariat avec Total de France, l'Autorité pétrolière de Thaïlande et Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE), détient la propriété du plus grand projet d'investissement en Birmanie, le champ de gaz Yadana ainsi que le gazoduc qui transporte le gaz en Thaïlande, et aurait versé des millions de dollars au régime Birman;

Les organisations de défense des droits humains ont fait état de violations majeures des droits humains par les troupes Birmanes chargées de la sécurité autour du gazoduc, y compris le déplacement forcé de villageois et le recours au travail forcé pour des travaux d'infrastructure reliés au projet de pipeline;

En mars 2005, Unocal a conclu un règlement hors-cour à hauteur de plusieurs millions de dollars, selon ce qui a été rapporté, dans le cadre d'une poursuite alléguant que la compagnie était complice de violations des droits humains commises par les troupes birmanes embauchées par le projet Yadana pour assurer la sécurité du pipeline;

En se portant acquéreur de Unocal, Chevron a mis la main sur l'investissement d'Unocal en Birmanie, y inclus la responsabilité légale, morale et politique qui vient avec;

Chevron fait également affaire avec d'autres pays dont le dossier en matière des droits humains est controversé: Angola, Chine, Kazakhstan, et Nigeria;

QU'IL SOIT RÉSOLU: Les actionnaires demandent au Conseil de rendre disponible pour l'assemblée annuelle de 2010 un rapport, sans communiquer quelque information confidentielle et à un coût raisonnable, sur les critères de Chevron pour (i) investir, (ii) poursuivre les opérations, et (iii) se retirer de pays particuliers.

ÉNONCÉ À L'APPUI: Nous croyons que le processus actuel de sélection de pays de Chevron est opaque et n'est pas clair quant à la façon dont Chevron détermine s'il y a lieu d'investir ou de se retirer de pays où:

- le Gouvernement est impliqué dans des violations continues et systématiques des droits humains;
- il y a eu des appels à des sanctions économiques de la part de voix soutenant les droits humains et la démocratie;
- et la présence de Chevron expose la compagnie à des sanctions gouvernementales, à une publicité négative de son image de marque et à des boycotts de consommateurs.

Levi Strauss publie ses Lignes directrices pour l'évaluation d'un pays sur son site Internet (<http://www.levistrauss.com/Downloads/GSOG.pdf>) . La firme décide de faire affaire ou non dans un pays sur la base de critères qui incluent:

«L'environnement des droits humains nous permettrait de faire affaire d'une façon qui respecte nos Lignes directrices en matière de localisation et d'opérations et autres politiques de la compagnie.»

«L'environnement politique, économique et social protégerait les intérêts commerciaux de la compagnie et son image de marque et corporative.»